

«Zmagria, on vous aime !»

Depuis quelque temps, les pouvoirs publics manifestent un intérêt croissant pour les Marocains résidants à l'étranger (MRE). (...) Pas moins de trois instances ont vocation à se pencher sur son état de santé aujourd'hui : le ministère délégué chargé de la communauté marocaine à l'étranger, la Fondation Hassan II pour les Marocains résidant à l'étranger et le tout récent Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME). Sans oublier le ministère des Habous, dont le budget aurait prévu cette année une ligne consacrée aux affaires religieuses des MRE d'un montant de 120 millions de dirhams...

En quelques mois, donc, on a vu se multiplier les initiatives. Février 2008 : le ministre de tutelle, Mohamed Ameer, présente un plan quinquennal ambitieux pour les Marocains à l'étranger. Mars 2008 : le CCME, bien que n'ayant qu'un caractère consultatif, annonce ses premières actions et entreprend notamment de trouver les moyens financiers pour aider les équipes de chercheurs marocains à développer leurs travaux sur l'émigration. Avril 2008 : la Fondation Hassan II organise à Barcelone un forum consacré au thème de «La migration et du développement socio-économique des régions d'origine». Et puis, last but not least, fin mars 2008 : Fouad Ali El Himma, député des Rhamna et fondateur du Mouvement pour tous les démocrates, se déplace en invité d'honneur à un dîner-débat à Paris sur «l'implication des MRE dans la politique de leur pays d'origine».

Trois structures, pourquoi faire ?

À l'évidence, le projet est de faire des Marocains installés hors du territoire national des acteurs impliqués dans le développement de leur pays d'origine. On aurait tort en effet de se priver de la richesse, dans tous les sens du terme, du talent et de la diversité dont ils sont porteurs. L'intention est aussi d'assurer aux MRE «le maintien de liens étroits avec leur identité marocaine» et «la mère-patrie» et, plus encore, de faire d'eux des agents privilégiés de la communication et de la coopération entre le royaume et leurs pays de rési-

dence. Au travers de ces liens, c'est bien d'une alliance qu'il s'agit, d'un mariage diront d'autres. Une fois ce constat fait, on peut s'interroger.

D'abord sur le nombre de structures - de statuts formels et juridiques différents - dédiées à cette communauté et sur la quantité des programmes et des actions qu'elles initient séparément. Toutes trois ont pourtant le même objet et les mêmes visées : il suffit pour s'en convaincre de lire les textes qui les fondent et les déclarations de leurs responsables. La multiplicité des acteurs - dotés chacun de budgets très significatifs - traduit bien l'importance des enjeux attachés aux Marocains du monde. Mais elle contribue aussi à brouiller le message tout en créant de très fortes attentes auxquelles il faudra bien répondre. Faute de quoi, ce serait non pas un mais trois coups d'épée dans l'eau. Ces mêmes acteurs affirment vouloir en la matière une «politique publique nouvelle, cohérente et efficace». Or, à une époque où la modernisation du service public passe, entre autres, par la réduction des intermédiaires, la suppression des maillons bureaucratiques et l'adoption du guichet unique, cette configuration tricéphale semble être à contre-courant.

Les attentes des MRE sont nombreuses. Bien sûr, ils veulent des mesures destinées à faciliter leurs démarches administratives, à encourager leurs projets d'investissement et de développement dans leur pays d'origine. Ils veulent aussi des dispositifs d'accompagnement social, linguistique et culturel dans leurs pays de résidence. Certains revendiquent en outre des formes de représentativité dans la vie publique au Maroc. Autant d'aspirations dont les pouvoirs publics marocains semblent bien avoir pris conscience, à en croire les déclarations d'intention récentes des responsables. Mais ces mesures, absolument nécessaires, sont-elles suffisantes aujourd'hui ? Rien n'est moins sûr. Les MRE seront-ils prêts à s'engager dans la marche du Maroc vers la modernité si d'autres de leurs exigences ne sont pas prises en compte ? Exigences portant sur les valeurs des sociétés

dans lesquelles ils vivent et travaillent pour la majorité d'entre eux : transparence, justice, respect des libertés publiques, laïcité, droit à la différence, parité homme-femme, etc.

La sociologie des MRE a changé.

Dans certains pays d'Europe, nous en sommes au moins à la quatrième génération : celle des jeunes gens pour qui le Maroc est «leur pays» par filiation, par héritage, et non parce qu'ils y sont nés. Par ailleurs, depuis longtemps déjà, les premières vagues d'émigrés issues des couches déshéritées, formant la main-d'œuvre peu qualifiée dont l'Europe avait besoin, ont été rejointes par une émigration pour études et formation. Si la figure de l'émigré marocain peu ou pas scolarisé n'a pas complètement disparu, elle est aujourd'hui largement supplantée par celle d'une génération passée par l'école et l'université. La donne n'est donc plus la même. Les MRE sont attachés à leur expérience de vie et à des valeurs démocratiques auxquelles ils ne sont pas prêts à renoncer. Ils l'ont d'ailleurs montré à maintes reprises : les avancées du Maroc en matière de droits de l'homme doivent beaucoup à leur combat incessant à l'époque des «années de plomb». Tout récemment encore, ils se sont mobilisés à Paris, Londres, Washington ou Montréal pour la défense de Fouad Mourta et contre la condamnation de certains organes de presse et de journalistes marocains.

Valeurs démocratiques

Faut-il rappeler que les premiers voyageurs arabes en France, au XIX^{ème} siècle, avaient

déjà été particulièrement sensibles à ces valeurs (elles faisaient encore, rappelons-le tout de même, l'objet de revendications de la part du peuple français) ? (...)

Ainsi le Marocain, Al Saffâr, en mission diplomatique en France (1845), sera - t-il très impressionné - comme en témoigne sa Rihla (relation de voyage) - par le «respect strict des lois», «l'égalité de tout un chacun devant la loi, qu'il soit de condition élevée ou modeste», «la promotion par le mérite personnel» et par la place de choix qu'occupe la presse (nommée par lui Al Gazita, la Gazette) dans la société française qu'il observe et décrit : «Les gazettes, chez eux, font partie des choses les plus importantes, au point que certains peuvent se passer de boire et de manger alors qu'ils ne peuvent pas se passer de les lire». Certains clichés sont aujourd'hui dépassés : ce MRE d'antan à la fois jaloux, moqué et tenu pour ignorant, ce «Facances» débarquant au port de Tanger avec sa voiture chargée de cadeaux et subissant les tracasseries du douanier, ce Père Noël des mois d'été, ce réservoir de devises tout au long de l'année, ce «Zmagri» là a vécu.

En conclusion, cette remarque entendue lors d'un des nombreux débats à Paris sur le sujet : «L'alliance que le Maroc entend nouer avec les MRE pourra-t-elle tenir si les trois prétendants doivent se contenter de faire les yeux doux à la mariée et lui dire 'Sois belle, apporte la dot et tais-toi'» ?

Source : *TelQuel* - Ruth Grosrichard

Une originaire du Maroc au parlement italien

Mme Souad Sbaï, d'origine marocaine, a remporté un siège dans le parlement italien, après la victoire de la coalition Droite-Centre, emmenée par Silvio Berlusconi, vainqueur des législatives italiennes. Souad Sbaï, active dans le domaine associatif, s'est présentée sous les couleurs du parti de l'Union nationale, dirigé par l'ancien ministre des Affaires étrangères Gianfranco Fini, allié de cette coalition.

Connue pour ses actions en faveur de la promotion des conditions des femmes immigrées en Italie, Souad Sbaï, arrivée en Italie dans les années 80 du siècle dernier, est présidente de l'association des

femmes marocaines au sein du réseau associatif italien. Elle a également présidé la confédération des Marocains en Italie, avant de démissionner pour se consacrer à la campagne électorale. Docteur en droit comparé et diplômée en philosophie après des études universitaires à Rome, Souad Sbaï dirige le centre culturel Ibn Rochd et un mensuel marocain édité en langue arabe consacré aux questions des immigrants arabes en Italie.

Mariée et mère de deux enfants, elle est également membre du comité religieux consultatif initié par le ministre italien de l'Intérieur dans l'ancien gouvernement Berlusconi

SAFA VOYAGES



Avec vous depuis plus de 12 ans!

**Billets d'avion
Meilleurs tarifs sur
MAROC
ALGÉRIE
TUNISIE
MOYEN ORIENT**



Spécialité Omra et Hajj

**Billetterie toutes destinations
Services de voyages
Services touristiques
Réservations garanties
Meilleurs prix
Meilleurs services**



**Tél.: (514) 332-0137
1-877-323-4616
Fax: (514) 332-8299**

Email: info@safatravel.com - www.safatravel.com
1400, Sauvé Ouest, suite 245, Montréal (Qc) H4N 1C5